

**République du Sénégal**

**Un Peuple-Un But-Une Foi**



**\*\*\*\***

**FORUM FRANCO AFRICAIN POUR UNE CROISSANCE PARTAGEE**

**\*\*\*\***

**ALLOCUTION DE SEM MACKY SALL, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE  
DU SENEGAL**

*Paris, 6 Février 2015*

**Monsieur le Président François Hollande**  
**hôte du Forum,**

**Chers Collègues,**

**Mesdames, Messieurs,**

En tenant ce Forum franco-africain pour une croissance partagée, nous donnons corps à l'engagement convenu au Sommet de l'Elysée pour la paix et la sécurité en Afrique de *moderniser et dynamiser les échanges économiques entre la France et l'Afrique.*

Je remercie le Président Hollande et le Gouvernement français d'avoir bien voulu nous accueillir à cette fin. C'est une excellente initiative alors que les

**indicateurs sur les échanges franco africains semblent plutôt défavorables.**

Dans son Rapport 2013, intitulé « *L'Afrique est notre avenir* », le Sénat français constate en effet que « *la part de marché des entreprises françaises en Afrique subsaharienne est passée de plus de 16% en 2000 à moins de 10% en 2010* » ; et que les Investissements directs étrangers français vers l'Afrique ont stagné ces dernières années autour de 1 à 6 %, quand ceux des autres puissances économiques ont été multipliés par 7.

Le même constat est fait dans le rapport publié par le groupe de personnalités franco africaines à l'occasion du Sommet de l'Elysée.

**Comment, dans ces conditions, Comment, dans ces conditions, initier un partenariat pour une nouvelle dynamique économique entre l'Afrique et la France ?**

A mon sens, entre la France et l'Afrique, il y a des relations fortes et des atouts considérables pour revigorer nos échanges avec un **partenariat rénové, mieux soutenu et mutuellement bénéfique.**

**D'une part**, votre pays est un de nos partenaires traditionnels, grâce à sa proximité historique, géographique et linguistique avec l'Afrique et une coopération parmi les plus anciennes.

S'y ajoutent le savoir-faire et la présence du secteur privé français en Afrique. Des données récentes estiment à **62 000** le nombre des entreprises et micro-entreprises françaises actives sur le Continent.

**D'autre part**, malgré les défis et les obstacles, l'Afrique est dans une dynamique de croissance durable :

plus de 5% par an en moyenne depuis plus d'une décennie.

Les performances du Continent en matière de commerce, d'épargne et d'investissement s'améliorent, même si beaucoup d'efforts restent à faire.

Les TIC y connaissent un essor inédit. Plus de 80% d'africains sont maintenant connectés à un réseau de téléphonie moderne, et le nombre d'internautes est en croissance régulière.

Comme le montre le dernier rapport *Doing business* de la Banque mondiale,

les pays africains progressent régulièrement dans l'amélioration de l'environnement des affaires.

**Notre défi commun, dans une économie mondiale ouverte à la libre concurrence, est de changer de paradigmes pour transformer nos atouts complémentaires en opportunités d'échanges et d'investissement pour une croissance partagée.**

Alors que la dynamique de croissance engendre d'importants besoins de financement d'infrastructures, les pays africains restent handicapés par la rigidité des règles d'accès au

marché des capitaux dans un contexte de raréfaction des ressources concessionnelles et de déclin de l'Aide Publique au développement.

L'Afrique souffre également des primes de risque trop élevées pour la mobilisation des capitaux privés.

Pour stimuler la croissance et les opportunités d'affaires en Afrique, le moment est venu de prendre des initiatives novatrices, notamment par :

- › la réforme de la gouvernance financière internationale pour



plus de flexibilité des règles  
d'accès au crédit ;

↳ la valorisation des jeunes  
talents par la formation  
technique et professionnelle ;

↳ la réduction de la perception du  
risque en Afrique ;

↳ l'allègement des procédures de  
passation des marchés publics  
dans le respect des règles de  
bonne gouvernance ;

↳ et l'investissement dans les  
secteurs qui soutiennent la  
croissance et la création  
d'emplois.

Pour nous au Sénégal, ces secteurs sont définis dans le Plan Sénégal Emergent (PSE) et portent sur **l'agriculture, les infrastructures, l'énergie, les mines, le tourisme, les Tic et l'habitat.**

Le PSE que nous avons présenté à Paris en février dernier devant la communauté des partenaires publics et privés est déjà en cours d'exécution, y compris en partenariat public-privé, à l'image de l'autoroute à péage que nous avons réalisée avec une entreprise française.

A l'échelle continentale, le Nouveau Partenariat pour le Développement de

l'Afrique (NEPAD) a également identifié 16 projets d'infrastructures régionaux bancables, dont certains sont en cours de réalisation.

C'est le cas de la **route transsaharienne Alger-Lagos** et de la **connexion par fibre optique des pays de l'Afrique de l'Est** qui offre des liaisons téléphoniques internationales à des tarifs locaux.

D'autres projets sont en phase d'étude avancée, comme les **deux projets, ferroviaire et routier, Dakar-Bamako-Ndjamena-Djibouti.**

Dans tous ces projets nationaux ou continentaux, les entreprises françaises, fortes de leur expertise et de leur connaissance avérée de l'Afrique, ont largement leur place dans un marché africain en pleine mutation.

Mais pour avancer ensemble dans un partenariat rénové, efficace et mutuellement bénéfique entre la France et l'Afrique, c'est maintenant qu'il faut agir avec **des mécanismes d'accompagnement adaptés aux nouvelles réalités en Afrique.**

Au Sommet de l'Elysée, le Président Hollande avait annoncé deux mesures importantes à cet effet : la mise en place d'un fonds d'appui de 20 milliards d'euros sous forme de prêts allégés et de dons en faveur du développement de l'Afrique, et l'affectation à l'Agence Française de Développement (AFD), d'une enveloppe d'un milliard d'euros pour soutenir l'innovation, les TIC et les infrastructures sur le Continent.

**Ces mesures vont dans le bon sens pour promouvoir les échanges franco africains, par le commerce et**

l'investissement, et, finalement,  
favoriser une croissance partagée.

Je vous remercie de votre aimable  
attention.